

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazièreⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière.*

Avis de publication

Le règlement a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le **3 août 2017**.

Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 19 juillet 2017 et est reproduit ci-dessous.

Le 20 juillet 2017

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

9. Le président d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends a droit au remboursement des frais réels de location de salle engagés pour une séance d'arbitrage.

10. Le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends ne peut réclamer aucuns honoraires, frais, allocations et indemnités autres que ceux fixés au présent règlement.

11. Les parties assument conjointement et à parts égales le paiement des honoraires, frais, allocations et indemnités du membre d'un conseil de règlement des différends ou de l'arbitre de différends.

12. Le membre d'un conseil de règlement des différends ou l'arbitre de différends doit présenter un compte d'honoraires ventilé permettant d'en vérifier le bien-fondé pour chaque jour où des honoraires, frais, allocations ou indemnités sont réclamés.

Ces comptes sont transmis aux parties par l'arbitre de différends ou, s'agissant d'un conseil de règlement des différends, par le président du conseil.

13. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

66930

Gouvernement du Québec

Décret 710-2017, 4 juillet 2017

Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5)

Règlement d'application

CONCERNANT le Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de l'article 6 de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5), le gouvernement détermine par règlement la forme de la déclaration exigée en vertu du premier alinéa de cet article, incluant la façon de présenter ou de ventiler les paiements, notamment par projet, ainsi que les modalités relatives à sa transmission;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 9 de cette loi, une déclaration produite conformément aux exigences d'une autre autorité compétente peut être substituée à la déclaration exigée en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi si le gouvernement a désigné par règlement les exigences de cette autorité comme un substitut acceptable, car visant les mêmes objectifs que ceux de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 9 de cette loi, le gouvernement détermine par règlement les conditions permettant d'opérer cette substitution;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2° de l'article 18 de cette loi, le gouvernement peut, par règlement, déterminer les taux de change applicables pour déterminer la valeur des paiements en dollars canadiens;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 19 de cette loi, tout règlement pris en vertu de cette loi l'est sur recommandation du ministre responsable de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Finances;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet du Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 24 août 2016 avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Finances :

QUE le Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

Règlement d'application de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière

Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5, a. 6, 9 et 18)

SECTION I FORME ET TRANSMISSION DE LA DÉCLARATION

1. La déclaration exigée en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5), doit respecter la forme prévue à l'annexe 1 du présent règlement.

2. L'assujetti doit utiliser la monnaie canadienne ou la monnaie avec laquelle il mène ses activités pour remplir sa déclaration. Cette monnaie doit être utilisée pour l'ensemble de sa déclaration.

Les paiements indiqués à la déclaration doivent être ventilés par bénéficiaire et, lorsque le paiement effectué peut être attribué à un projet, par projet.

Les paiements doivent également être arrondis à la dizaine de milliers la plus rapprochée, quelle que soit la monnaie utilisée.

3. La déclaration et, selon le cas, l'attestation ou le rapport de l'auditeur indépendant qui l'accompagne, ainsi que tout autre document qui, selon l'assujetti, est nécessaire aux fins de la déclaration, sont fournis à l'Autorité des marchés financiers sur support électronique en utilisant le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) prévu par le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2).

Les articles 2.4 à 2.8, 4.1, les paragraphes 1^o et 2^o de l'article 4.3, les articles 4.5, 4.9 et 5.1 du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) s'appliquent, en y apportant les adaptations nécessaires.

SECTION II TAUX DE CHANGE

4. L'assujetti qui a effectué des paiements dans une monnaie autre que la monnaie canadienne doit, pour déterminer si la valeur totale des paiements est d'au moins 100 000\$, employer l'une des méthodes prévues à l'article 5 du présent règlement.

5. L'assujetti qui a effectué des paiements dans une monnaie autre que la monnaie canadienne doit, s'il veut convertir la valeur des paiements en monnaie canadienne dans sa déclaration, employer l'une des méthodes suivantes :

1^o le taux de change à la date à laquelle le paiement est effectué;

2^o le taux de change moyen pour la période, celle-ci ne dépassant pas 12 mois;

3^o le taux de change en vigueur à la clôture de son exercice;

4^o la méthode prévue à ses états financiers.

L'assujetti doit inclure une note dans sa déclaration indiquant la méthode et le taux de change utilisés pour convertir la monnaie.

SECTION III SUBSTITUTION

6. Une déclaration produite conformément aux exigences d'une autorité compétente mentionnée à l'annexe 2 du présent règlement peut être substituée à la déclaration exigée en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi.

La substitution peut s'opérer à la condition que la déclaration et, selon le cas, l'attestation prévue à l'annexe 1 du présent règlement ou le rapport de l'auditeur indépendant, soient fournis conformément à l'article 3 du présent règlement et que, le cas échéant, l'assujetti ait informé l'Autorité des marchés financiers, au plus tard le 150^e jour suivant la fin de son exercice, qu'il entend produire sa déclaration en vertu du délai prescrit selon les exigences de l'autre autorité compétente, lorsqu'elles permettent la production de la déclaration au-delà de ce 150^e jour.

Un rapport d'auditeur indépendant fourni dans le cadre de la substitution doit être établi soit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et exprimer une opinion non modifiée selon laquelle l'assujetti se conforme à tous les aspects significatifs des dispositions de la Loi, soit selon les exigences de l'autorité compétente où la déclaration a été produite.

SECTION IV DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

7. Malgré toute disposition contraire, une déclaration exigée en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi pour l'exercice débutant entre le 22 octobre 2015 et le 31 juillet 2016 doit être fournie au plus tard le 31 décembre 2017.

8. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**ANNEXE 1 DECLARATION EN VERTU DE LA LOI SUR LES MESURES DE
TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES MINIERE, PÉTROLIÈRE ET
GAZIÈRE**

(art.1)

Exercice visé par la déclaration : du _____ au _____

Nom de l'assujetti qui déclare : _____

Nom(s) de(s) la filiale(s) pour laquelle (lesquelles) l'assujetti déclare, le cas échéant : _____

Attestation

J'atteste que j'ai examiné les renseignements contenus dans la déclaration de [*nom de l'assujetti et nom(s) de la (des) filiale(s), le cas échéant*] pour l'exercice financier commencé le ____ et s'étant terminé le _____. À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements contenus dans la déclaration sont, à tous égards importants aux fins de l'application de la Loi, véridiques, exacts et complets.

Nom complet du dirigeant ou de l'administrateur :

Titre du poste :

Date :

[Signature]**Attestation à utiliser dans le cadre de la substitution d'une déclaration d'une société non assujettie**

J'atteste que j'ai examiné les renseignements concernant [*nom de l'assujetti et nom(s) de la (des) filiale(s), le cas échéant*] contenus dans la déclaration de [*nom de la société mère*] pour l'exercice financier commencé le ____ et s'étant terminé le _____. À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements contenus dans la déclaration sont, à tous égards importants aux fins de l'application de la Loi, véridiques, exacts et complets.

Nom complet du dirigeant ou de l'administrateur :

Titre du poste :

Date :

[Signature]

Paiements par bénéficiaire (en milliers)										
Nom du pays	Bénéficiaire	Taxes et impôts	Redevances	Frais	Droits décaissant de la production	Dividendes	Primes	Contributions pour la construction ou l'amélioration d'infrastructures	TOTAL	Notes

Paiements par projet (en milliers)										
Nom du pays	Projet	Taxes et impôts	Redevances	Frais	Droits décaissant de la production	Dividendes	Primes	Contributions pour la construction ou l'amélioration d'infrastructures	TOTAL	Notes

ANNEXE 2 LISTE DES AUTORITÉS COMPÉTENTES DONT LES EXIGENCES SONT DESIGNÉES COMME SUBSTITUT ACCEPTABLE

(art. 6)

Les exigences des autorités compétentes suivantes sont désignées comme substitut acceptable au sens de l'article 9 de la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5) :

- Allemagne;
- Autriche;
- Belgique;
- Bulgarie;
- Canada;
- Chypre;
- Croatie;
- Danemark;
- Espagne;
- Estonie;
- Finlande;
- France;
- Grèce;
- Hongrie;
- Islande;
- Italie;
- Lettonie;
- Liechtenstein;
- Lituanie;
- Luxembourg;
- Malte;
- Norvège;
- Pays-Bas;
- Pologne;
- Portugal;
- République tchèque;
- Roumanie;
- Royaume-Uni;
- Slovaquie;
- Slovénie;
- Suède.

12. A member of a dispute settlement board or a disputes arbitrator must submit a detailed account of fees, making it possible to verify the validity of the fees, expenses, allowances or indemnities claimed per day.

Those accounts are sent to the parties by the disputes arbitrator or the chair of the board in the case of a dispute settlement board.

13. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

103045

Gouvernement du Québec

O.C. 710-2017, 4 July 2017

An Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries (chapter M-11.5)

Regulation

Regulation respecting the application of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries

WHEREAS, under the third paragraph of section 6 of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries (chapter M-11.5), the Government determines, by regulation, the form of the statement required under the first paragraph of that section, including the manner in which the payments must be presented or broken down, for instance by project, and the procedure for sending the statement;

WHEREAS, under section 9 of the Act, a statement filed in accordance with the requirements of another competent authority may be substituted for the statement required under the first paragraph of section 6 of the Act if the Government has determined by regulation that the requirements of that authority are an acceptable substitute because they achieve the same purposes as those of the Act;

WHEREAS, under section 9 of the Act, the Government determines by regulation the conditions under which such a substitution can be made;

WHEREAS, under paragraph 2 of section 18 of the Act, the Government may, by regulation, determine the applicable rate of exchange for the conversion of payments into Canadian dollars;

WHEREAS, under section 19 of the Act, any regulation made under the Act is on the recommendation of the Minister of Energy and Natural Resources and the Minister of Finance;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), a draft of the Regulation respecting the application of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 24 August 2016 with a notice that it could be made by the Government on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS it is expedient to make the Regulation with amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Energy and Natural Resources and the Minister of Finance:

THAT the Regulation respecting the application of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries, attached to this Order in Council, be made.

JUAN ROBERTO IGLESIAS,
Clerk of the Conseil exécutif

Regulation respecting the application of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries

An Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries (chapter M-11.5, ss. 6, 9 and 18)

DIVISION I FORM AND SENDING OF THE STATEMENT

1. The statement required under the first paragraph of section 6 of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries (chapter M-11.5) must comply with the form provided for in Schedule 1 to this Regulation.

2. Entities must use the Canadian currency or the currency with which they carry on their activities to complete the statement. The currency must be used for all of the statement.

The payments indicated in the statement must be broken down by payee and, where a payment made may be attributed to a project, by project.

The payments must also be rounded to the nearest ten thousand, regardless of the currency used.

3. The statement and, as the case may be, the certificate or the independent auditor's report accompanying it, and any other document that, according to the entity, is required for the purposes of the statement are provided to the Autorité des marchés financiers in electronic format using the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) provided for in Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2).

Sections 2.4 to 2.8, 4.1, paragraphs 1 and 2 of section 4.3, sections 4.5, 4.9 and 5.1 of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) apply, with the necessary modifications.

DIVISION II RATE OF EXCHANGE

4. Entities that made payments in a currency other than the Canadian currency must, to determine if the total value of the payments is at least \$100,000, use one of the methods provided for in section 5 of this Regulation.

5. Entities that made payments in a currency other than the Canadian currency must, if they wish to convert the value of the payments in Canadian currency in their statement, use one of the following methods:

- (1) the rate of exchange on the date on which the payment is made;
- (2) the average rate of exchange for the period, not exceeding 12 months;
- (3) the rate of exchange in force at the end of the entity's fiscal year;
- (4) the method provided for in the entity's financial statements.

Entities must include a note in their statement indicating the method and rate of exchange used to convert the currency.

DIVISION III SUBSTITUTION

6. A statement filed in accordance with the requirements of a competent authority mentioned in Schedule 2 to this Regulation may be substituted for the statement required under the first paragraph of section 6 of the Act.

The substitution may be made on the condition that the statement and, as the case may be, the certificate referred to in Schedule 1 to this Regulation or the independent auditor's report, are provided in accordance with section 3 of this Regulation and, where applicable, that the entity has informed the Autorité des marchés financiers, not later than the 150th day following the end of the entity's fiscal year, that the entity intends to file the statement within the period prescribed according to the requirements of the other competent authority, where they allow the filing of the statement beyond the 150th day.

An independent auditor's report provided in the context of a substitution must be prepared according to the auditing standards generally accepted in Canada and must express an unmodified opinion according to which the entity complies with all the significant aspects of the provisions of the Act, or according to the requirements of the competent authority in which the statement was filed.

DIVISION IV TRANSITIONAL AND FINAL

7. Despite any provision to the contrary, a statement required under the first paragraph of section 6 of the Act for the fiscal year beginning between 22 October 2015 and 31 July 2016 must be provided not later than 31 December 2017.

8. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

**SCHEDULE 1 STATEMENT UNDER THE ACT RESPECTING
TRANSPARENCY MEASURES IN THE MINING, OIL AND GAS
INDUSTRIES**

(s.1)

Fiscal year covered by the statement: from _____ to _____

Name of the entity filing the statement: _____

Name(s) of the subsidiary or subsidiaries for which the entity files the statement,
where applicable: _____

Certificate

I certify that I have examined the information contained in the statement of [*name of the entity and name(s) of any subsidiary or subsidiaries*] for the fiscal year that began on ____ and ended on _____. To my knowledge and having exercised due diligence, the information contained in the statement is, in all material respects for the purposes of the Act, true, accurate and complete.

Full name of the officer or director:

Title of position:

Date:

[Signature]

Certificate to be used within the context of the substitution of a statement of a corporation that is not an entity

I certify that I have examined the information concerning [*name of the entity and name(s) of any subsidiary or subsidiaries*] contained in the statement of [*name of the parent company*] for the fiscal year that began on ____ and ended on _____. To my knowledge and having exercised due diligence, the information contained in the statement is, in all material respects for the purposes of the Act, true, accurate and complete.

Full name of the officer or director:

Title of position:

Date:

[Signature]

Payments by payee (in thousands)

Name of country	Payee	Taxes and income tax	Royalties	Fees	Production entitlements	Dividends	Bonuses	Contributions for infrastructure construction or improvement	TOTAL	Notes

Payments per project (in thousands)

Name of country	Project	Taxes and income tax	Royalties	Fees	Production entitlements	Dividends	Bonuses	Contributions for infrastructure construction or improvement	TOTAL	Notes

SCHEDULE 2 LIST OF COMPETENT AUTHORITIES WHOSE REQUIREMENTS ARE DESIGNATED AS AN ACCEPTABLE SUBSTITUTE
(s. 6)

The requirements of the following competent authorities are designated as an acceptable substitute within the meaning of section 9 of the Act respecting transparency measures in the mining, oil and gas industries (chapter M-11.5):

- Germany;
- Austria;
- Belgium;
- Bulgaria;
- Canada;
- Cyprus;
- Croatia;
- Denmark;
- Spain;
- Estonia;
- Finland;
- France;
- Greece;
- Hungary;
- Iceland;
- Italy;
- Latvia;
- Liechtenstein;
- Lithuania;
- Luxembourg;
- Malta;
- Norway;
- Netherlands;
- Poland;
- Portugal;
- Czech Republic;
- Romania;
- United Kingdom;
- Slovakia;
- Slovenia;
- Sweden.